

Il est aujourd'hui évident que le Liban fait face à l'une des pires crises de son histoire, une crise sans précédent qui pèse lourd sur le pays, et à laquelle la classe politique actuelle ne semble pas tenter de remédier. La crise se fait aujourd'hui sentir à tous les niveaux, et plus le temps passe, plus la situation se dégrade, d'où la nécessité d'agir avant que l'on n'atteigne un point de non-retour. Avec l'approche des élections présidentielles, une question se pose, celle du rôle du prochain président. Comment pourra-t-il remédier à la crise ? Pour y répondre nous allons d'abord nous intéresser à l'aspect politique du rôle que devra jouer le président de la république, puis à l'aspect économique et financier, et enfin à l'aspect social.

Parlons d'abord du rôle du prochain président d'un point de vue politique. Aujourd'hui, le pays est déchiré, et les nombreux partis au pouvoir n'arrivent pas à se mettre d'accord, ce qui ne fait que rendre plus difficile, pour ne pas dire impossible, toute prise de décision. Le prochain président devra donc faire preuve d'un bon sens de la diplomatie pour réussir à unir les différents partis politiques qui se partagent actuellement le pouvoir et créer parmi eux une volonté d'agir, sans quoi, il serait impossible de faire face à la crise. Cependant, étant donnée la répartition actuelle des sièges au parlement, il est peu envisageable que le prochain président ne soit indépendant des partis politiques dits « traditionnels », il devra donc mettre de côté les conflits politiques et les intérêts de son parti s'il veut y arriver. D'autre part, il va de soi que la corruption dont ont fait preuve les politiciens libanais durant les dernières décennies devra prendre fin, et cela passe par l'instauration d'une véritable surveillance, à tous les niveaux, et toute forme de corruption, de la plus grave à la plus insignifiante devra être punie. Et bien sûr, cela signifie qu'il faudra offrir à la justice l'indépendance nécessaire pour punir quiconque cède à la corruption, quelles que soient leurs convictions politiques. De plus, la crise que vit le Liban s'aggravant de jour en jour, le président devra, une fois arrivé au pouvoir, agir vite, et cela commence par la nomination rapide (contrairement aux années précédentes) d'un premier ministre. Le choix du premier ministre devra donc être rapide, mais bien réfléchi quand même, car un président seul ne peut pas agir, et il a besoin d'un bon gouvernement pour l'épauler.

D'un point de vue économique, des mesures rapides et efficaces devront être prises, or les ressources sont faibles, et il ne faut pas les gaspiller. Il faudra, à mon avis, que le président se focalise sur les secteurs, primaire, et surtout secondaire. En effet, ces deux secteurs sont les seuls capables d'offrir un revenu dans le but de compenser l'énorme déficit de la balance commerciale, tout en renforçant la souveraineté du Liban. Cependant, cela coûtera de l'argent à l'Etat, ce qui signifie

qu'il faudra restreindre les dépenses dans un autre domaine, en réduisant les emplois dans le secteur public par exemple, ou en privatisant des sociétés générant d'énormes pertes à l'Etat, comme l'EDL. D'autre part, les prix des produits ont augmenté, cela ne fait aucun doute, mais cette inflation des prix touche moins les productions locales, dont la main d'œuvre et certaines matières premières ne sont pas importées et donc peu touchés par la dévaluation de la livre libanaise. Cela avantage les sociétés libanaises, et il serait dommage de ne pas en profiter, en levant les aides sur les produits importés ayant des substituts locaux pour encourager à les acheter.

A l'échelle sociale, le président devra faire face à une grave déformation de la société libanaise. En effet, suite aux problèmes engendrés par la crise, de nombreux jeunes quittent le pays, entraînant des pertes de ressources humaines qui auraient pu contribuer à la reconstruction du pays. Le secteur éducatif, dont les libanais se vantaient autre fois, se trouve lui aussi affaibli. Les enseignants (surtout dans les universités) quittent le pays, et les élèves en paient le prix. Il est de ce fait nécessaire de remédier à cela, car nous devons garder à l'esprit que ce sont les leaders de demain que l'on forme aujourd'hui.

Somme toute, le prochain président à la tête de l'Etat jouera un rôle décisif face à la crise. Il devra agir sur les plans politique, économique et social, afin d'assurer un meilleur avenir au pays. Mais une autre question se pose : Face à la crise, les classes politiques au pouvoir sauront-elles pour une fois, mettre leurs intérêts personnels de côté afin d'élire un président capable de sortir le pays de la crise ? Ou resterons-nous des années, ou pire, avec un mauvais président, comme cela a été le cas précédemment le cas ?